

électorale n'est elle pas là pour fausser le sens du scrutin ? Avant la guerre en France les élections se faisaient au scrutin d'arrondissement qui, outre qu'il permettait le développement de toutes les combines électorales désavantageaient les régions ouvrières au profit des départements ruraux. Actuellement, grâce à la complicité du Parti Communiste français, la bourgeoisie a pu imposer une loi électorale dite proportionnelle, mais qui n'a de proportionnelle que le nom et qui fait que 600 colons ont la même représentation que 30.000 ouvriers parisiens tandis que le Parti révolutionnaire, notre parti, qui a eut successivement 45 et 60.000 voix n'est pas représenté à la Chambre.

D'ailleurs lorsqu'il siège à l'Assemblée, l'élu échappe complètement au contrôle de ses électeurs, il y fait souvent une politique tout à fait opposée à celle sur laquelle il s'est fait élire. A deux reprises, entre les deux guerres, des majorités de gauche ont par la suite donné naissance à des gouvernements de droite. DALADIER et ses radicaux, notamment, élus en 1936 sur le programme du Front Populaire et grâce aux voix communistes, ont en 1938 brisé la grève du 30 novembre et mis hors la loi le P.C.F. En outre pour obtenir plus totalement satisfaction, les groupes capitalistes les plus puissants appellent certains parlementaires influents à siéger dans les Conseils d'Administration ? ou encore, à être leurs avocats. Les cas de corruption, les grands scandales ne se comptent plus. La droite et la gauche ont eu les leurs. Les plus connus avant la guerre furent les affaires OUSTRIK et STAVISKY; Tout récemment il y eut les scandales du vin, des farines, des textiles...

De plus, en vérité, Parlement et gouvernement ne jouent pas le principal rôle et comme le constatait Lénine : "La véritable bourgeoisie gouvernementale se fait dans les coulisses, et ce sont les départements (ministériels), les chancelleries, les états-majors qui la font". Les ministres passent mais les hauts fonctionnaires demeurent. L'exemple d'Alexis Léger, secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères et qui en fut, pendant des années, le véritable ministre était bien connu avant-guerre. Les difficultés que se plaisent parfois à exposer les ministres du PCF en sont un autre exemple.

Enfin lorsque la situation devient plus difficile, soit par suite d'une crise économique ou comme conséquence d'une importante agitation ouvrière, la bourgeoisie tout en s'efforçant de maintenir malgré tout la façade démocratique prend des mesures qui en sont ouvertement la négation même. Ce fut avant la guerre l'utilisation répétée des pleins pouvoirs et des décrets-lois qui rejetaient le Parlement au simple rôle de figurant. C'est encore la proclamation de l'Etat de siège ou la loi de censure contre la presse.... En toutes circonstances l'Etat utilise contre l'avant-garde révolutionnaire l'arme de la répression : emprisonnement, amende, saisie de journaux....

La démocratie bourgeoise est tout simplement une duperie. Derrière la façade le gros capital régnait en maître. Mais si celui-ci se donne tant de mal pour maintenir l'apparence de la démocratie, c'est parce que effectivement elle lui assure "la meilleure enveloppe possible" pour son régime. De nombreux travailleurs se laissent prendre à la tromperie de la bourgeoisie et croient effectivement